LE MILITARISME, LA GUERRE ET LA CRISE DU CAPITALISME

DE CLAUDE SERFATI

LA CRISE AU CŒUR DE L'IMPERIALISME DOMINANT

Plusieurs économistes travaillant pour des banques françaises ont noté que la récession qui a touché les Etats-Unis plusieurs mois avant le 11 septembre 2001 présente certaines des formes des crises qui ont été analysée par Marx¹. La suraccumulation de capital industriel² s'est produite dans l'euphorie de la "nouvelle économie", elle a été alimentée par une formidable hausse du crédit et de l'endettement qui ont nourri à la fois l'investissement des entreprises et la consommation des ménages. La suraccumulation du capital s'est traduite par une baisse du taux de rentabilité du capital investi dans la production.

Toutefois, Marx considérait que les crises dont il faisait l'analyse n'étaient pas simplement un "point bas" dans une évolution cyclique du capitalisme. Elles reflétaient l'impasse d'un mode de production dont la perpétuation ne pouvait que conduire l'humanité à la catastrophe. La mondialisation du capital n'a pour eu pour conséquence une expansion du capitalisme comprise comme un élargissement de la reproduction des richesses à l'échelle planétaire, mais un accroissement des prédatations opérées par le capital, dont les "droits de propriété" (sur des actifs financiers) lui permettent de percevoir des revenus financiers aussi bien que s'approprier les processus du vivant. "*On ne produit pas trop de subsistance proportionnellement à la population existante. On en produit trop peu pour satisfaire décemment et humainement la masse de la population*"³. C'est cette contradiction que la mondialisation du capital a porté à un niveau inégalé, écrasant la plupart des pays d'Afrique et emportant au cours de la décennie quatre-vingt-dix les pays "émergents" d'Asie et d'Amérique latine dans la crise. C'est cette contradiction qui s'exprime aujourd'hui aux Etats-Unis et qui exigera pour être surmontée, un ensemble de mesures qui frapperont non seulement les salariés américains, mais menacent les conditions de reproduction, et pour des fractions importantes, l'existence même, des classes sociales exploitées et les populations opprimées.

UN CYCLE DE DEUX DECENNIES PREND FIN

Il est nécessaire de remettre en perspective la situation actuelle de l'économie américaine. A la suite de la crise économique qui a éclaté en 1973, la décennie quatre-vingt a été marquée par un changement radical de rapport de forces entre le capital et le travail. Le capital, adossé aux politiques néolibérales a imposé une élévation considérable du taux d'exploitation de la main-d'œuvre, grâce à des taux de chômage élevés et un développement de la flexibilité et la précarisation, en particulier celle des jeunes. On a vu resurgir dans les pays de l'Union européenne (et pas seulement en Grande-Bretagne) dirigés par des gouvernements de "droite"

¹ Voir P. Artus, "Karl Marx is back", *Flash CDC IXIS Capital Markets* (article reproduit dans *Problèmes économiques* du 10 avril 2002) et V. Lahuec, "La crise américaine, L'aile d'un papillon", *Crédit Agricole Eco*, 1^o février 2002.

² A titre d'exemple, les capacités de production disponibles dans le secteur des semi-conducteurs ne sont aujourd'hui utilisées qu'à 23% de leur possibilités.

³ K. Marx, *Le Capital*, Livre 3, Tome 1, Chapitre 15 "les contradictions internes de la loi", page 270

ou de "gauche" des fléaux qui rappelaient ceux des années trente (soupes populaires, sans-abri, maladies dues aux carences alimentaires et aux manques de ressources pour aller chez le médecin ou le dentiste) . La décennie quatre-vingt témoignait déjà du coût pour les exploités du maintien de la domination du capital.

L'effondrement des régimes bureaucratiques d'URSS et des pays d'Europe centrale et orientale au début de la décennie quatre-vingt-dix s'est produit alors que les économies des Etats-Unis et de l'Union européenne étaient confrontés à une récession économique majeure. Aux Etats-Unis, cette récession avait été aggravée par le krach boursier d'octobre 1987 (au cours duquel les valeurs des actions de Wall Street avaient plus baissé que lors du "jeudi noir" de 1929) puis par la faillite des caisses d'épargne (Saving&Loans) dont le sauvetage à coûté 150 milliards de dollars payés par les contribuables américains. Comparé à un tel montant, le coût du renflouement du Crédit Lyonnais semble presque modeste... A ce moment, les faits (déficits commerciaux, endettement extérieur) et les analyses concordaient : les Etats-Unis sortaient de la décennie quatre-vingts dans une position économique nettement détériorée face à leurs concurrents les plus proches (Allemagne, Japon) . La récession commencée fin 1989 n'était pas terminée lorsque la guerre contre l'Irak a été décidée par G. Bush. Cette décision visait à confirmer aux yeux de tous, y compris les alliés Européens, que l'ère du partage du monde avec l'URSS était close, et que les règles (par exemple vis-à-vis de l'ONU) avaient changé. Elle avait été préparée par des interventions militaires qui cherchaient à en finir avec le "syndrome vietnamien" et qui étaient monté en puissance au cours de la décennie (Grenade, 1983, Libye, 1986, Golfe persique en soutien à Saddam dans sa guerre contre l'Iran, 1986-87, Panama, 1989-90) . Etape majeure dans la confirmation de la posture impérialiste des Etats-Unis, la guerre contre l'Irak signalait que ses dirigeants utiliseraient la force armée pour imposer et élargir la domination du capital américain.

Quelques mois après la fin de la guerre, l'économie des Etats-Unis a connu une forte croissance. Puis, l'"exubérance irrationnelle" signalée par A. Greenspan, le Président de la Reserve Federale en 1996 n'a pas seulement frappé les "marchés financiers" , elle a envahi la pensée économique dominante, qui a vu l'émergence d'une "nouvelle économie" d'où seraient éliminés tous les maux engendrés par le capitalisme : chômage, inflation, crises, et bien plus encore. L'économie des Etats-Unis dispose à l'évidence d'atouts sur le plan intérieur, mais la forte croissance des années quatre-vingt-dix s'explique d'abord par la place absolument dominante que ce pays occupe sur le plan international et de l'usage économique et militaire qu'il en fait. La dette extérieure des Etats-Unis est passé de 200 milliards de dollars en 1990 à 2700 milliards en 1999.

Les titres de la dette publique ont nourri l'activité des marchés financiers américains, et les ont mis, compte tenu du statut des Etats-Unis, au centre de l'accumulation du capital rentier en quête de placements moins incertains et risqués que sur toute autre place de la planète. Mais, elle fait également des places américaines un endroit vulnérable en raison de l'immense édifice de créances, d'obligations et d'actions qui s'est constitué dans les années quatre-vingt-dix. Le première pilier de ce fragile édifice est constitué par les prêts étrangers qui financent l'énorme dette extérieure. Or, la défiance qui s'installe dans le comportement des créanciers étrangers quant à la capacité de l'économie américaine à pouvoir surmonter la crise actuelle s'ajoute à la crise profonde que les créanciers étrangers⁴, à commencer par les Japonais, connaissent également. Le deuxième pilier a reposé sur la création de crédits par la Federal Reserve, institution centrale du capitalisme américain contemporain. L'ouverture de crédits à

⁴ En 1999, cette dette était détenue à 40% par des non-résidents. Les créanciers asiatiques représentaient 35%, les Européens 15% des non résidents. Les fonds de gestion basés à Londres détenaient 20% des titres de la dette.

flots continus par la Banque centrale américaine a été la base sur laquelle le capital fictif a proliféré. La création de crédits a souvent été utilisée pour faire face aux krachs boursiers antérieurs (en particulier celui d'octobre 1987) , et aux faillites retentissantes (celles des caisses d'épargne en 1990-91, fonds spéculatifs LTCM survenue en 1998 après la crise asiatique) . Mais aujourd'hui, le niveau très bas des taux d'intérêt consentis aujourd'hui par la Federal Reserve (ils se sont élevés à 1,75% en moyenne en 2001 et 2002⁵) n'a guère d'effet sur l'économie, puisqu'il n'est pas répercuté par les institutions de crédit qui depuis les affaires Enron, World Com et les autres, ont au contraire tari leurs crédits aux entreprises et en ont élevé le coût pour tous les autres emprunteurs. Tout le monde sait en effet aux Etats-Unis que la quasi-totalité des grands groupes peuvent se retrouver dans la situation de Enron ou WorldCom. Des inquiétudes d'une ampleur encore plus importante portent sur la faillite possible, pour certains inévitable, des deux grandes institutions de crédit hypothécaire⁶, tant est élevé le niveau de leurs engagements sur les marchés dérivés.

Le troisième pilier, celui de titres émis en bourse (obligations, actions) qui avait permis de financer à crédit la croissance des firmes fondées sur les technologies de l'information et de la communication (et d'autres secteurs) est évidemment en train de s'effondrer dans les krachs boursiers des quinze derniers mois.

La relance de l'économie par l'augmentation des dépenses publiques décidées par l'Administration Bush constitue une tentative pour remédier à la récession qui frappait l'économie américaine avant le 11 septembre 2001. Le plan s'élève au à 51 milliards de dollars pour l'année 2002, dont 35 milliards de dollars sont des aides fiscales aux entreprises afin de favoriser l'investissement. Les allègements fiscaux destinés aux ménages mis en œuvre ou programmés concernent essentiellement les hauts revenus (baisse des taux marginaux, fin de la double imposition des dividendes, etc.) . La catégorie des % de ménages aux revenus les plus élevés bénéficie de 31,3% alors que les 60% de ménages aux revenus les plus bas ne bénéficient que de 16,5% des réductions d'impôts. En tout cas, le résultat le plus immédiat est que les quelques années d'excédents budgétaires primaires (c'est-à-dire avant paiement des intérêts de la dette) qui conduisaient certains à annoncer la résorption de la dette publique pour la fin de la décennie 2000 ont de nouveau fait place à un déficit de 160 milliards de dollars en 2002 et probablement 200 milliards de dollars en 2003. La hausse exponentielle de la dette publique est en train de repartir et avec elle les espoirs du capital rentier.

LA STRATEGIE DE SECURITE NATIONALE : LE NOUVEL AGENDA

Le 17 septembre 2002, l'Administration Bush a rendu public un document intitulé "La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique" . Ce document représente le point d'aboutissement d'une évolution observée depuis la fin de la décennie quatre-vingt-dix. Mais sa publication après les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre en Afghanistan, dans un contexte de et de récession et d'effondrement incontrôlé des valeurs boursières, en fait un manifeste pour l'action dans les années qui viennent. Dès le préambule, le document de septembre 2002 adopte pour étendard "*l'internationalisme américain [qui triomphe après que] les visions militantes de classe, de nations, de races qui avaient promis l'utopie (sic) et délivré la misère ont été défaites et discréditées*" (1) .

⁵ A titre d'exemple, ils s'élevaient à 3,25% en 2001 et 2002 dans l'UEM.

⁶ Les montants d'engagement sur les marchés dérivés des deux institutions (populairement appelées Fannie Mae et Freddy Mac) représentent à eux seuls 174% de la dette du secteur public et non financier américain à la fin 2001.

Les commentaires de ce document ont à juste titre insisté sur le droit que se donnent les Etats-Unis de mener des guerres préventives à chaque fois qu'ils estimeront leurs intérêts menacés. "*La meilleure défense, c'est l'attaque*" (page 6)⁷, "*Les Etats-Unis ont depuis longtemps maintenu l'option d'actions préventives... Pour contrecarrer ou empêcher des actes hostiles par nos adversaires, les Etats-Unis agiront, si nécessaire, de façon préventive*" (page 13).

Ce qui a été beaucoup moins souligné concerne la définition donnée aux "intérêts" américains et aux actions préventives. Les actions préventives conduites pour faire face aux menaces posées par "*le terrorisme et le chaos*" (préambule) ont pour objectif la mise en œuvre des "*valeurs non négociables de la dignité humaine*" (3). Ces valeurs sont "*la paix, la démocratie, la liberté des marchés, le libre-échange*" (préambule). Le libre-échange représente bien plus qu'un choix de politique économique : "*il se développa comme un principe moral avant de devenir un pilier de la science économique*" (18). La sécurité nationale des Etats-Unis ne peut être assurée dès lors que ces principes, dont le libre-échange, sont remis en cause, et cela partout dans le monde (17). L'inclusion d'objectifs économiques dans l'"agenda" de sécurité nationale n'est pas nouvelle. C. Rice, conseillère à la sécurité nationale de G.W. Bush et inspiratrice du document publié en septembre 2002, avait déjà été la cheville ouvrière d'un rapport publié en 1999 dans lequel les dimensions économiques étaient fortement présentes⁸. Trois ans après la publication de ce rapport, l'installation des Etats-Unis dans le Caucase grâce à la guerre en Afghanistan et la préparation de la guerre en Irak confirment l'importance de plus en plus grande des guerres afin de défendre les intérêts du capital américain. Le document publié en septembre 2002 systématise cette approche. Un chapitre entier, intitulé "*initier une nouvelle ère de croissance économique globale grâce aux marchés et au libre-échange*" indépendamment des nombreuses références faites dans d'autres parties du document est consacré aux enjeux économiques et financiers. On y retrouve un programme économique qui reprend les expressions littéralement utilisées par les institutions économiques internationales. Pour prendre quelques exemples, le document traite des politiques réglementaires destinées à encourager les initiatives entrepreneuriales, les politiques fiscales de baisse des taux marginaux, l'essor de puissants marchés financiers, la création de la Zone de libre-échange des Amériques qui va être créée, de l'imposition d'accords commerciaux internationaux ou bilatéraux et de lois contre les pratiques commerciales injustes⁹ 17-20).

Ce document donne donc toute sa portée stratégique aux déclarations sur la "guerre sans limites" lancées au lendemain du 11 septembre 2001 par G.W. Bush.

LE MILITARISME AU CŒUR DE L'IMPERIALISME

L'ACTUALITE DE R. LUXEMBOURG

Comme le rappelle R. Luxembourg, "*le militarisme a une fonction déterminée dans l'histoire du capital. Il accompagne toutes les phases historiques de l'accumulation*"¹⁰. Elle décline ensuite quelques étapes de cette histoire, ce qui fait ressortir ce qu'on appellerait aujourd'hui

⁷ Les références sont faites dans ce document à partir du document publié par la Maison-Blanche.

⁸ J'ai consacré des développements à ces "nouvelles dimensions de la sécurité nationale" dans *La mondialisation armée : le déséquilibre de la terreur*, Textuel, février 2001.

⁹ Par une ironie peut-être volontaire, ce chapitre affirme que "*l'intransigeance contre la corruption*" est prioritaire...

¹⁰ R. Luxembourg, *L'accumulation du capital*, tome 2, Chapitre 32 "Le militarisme, champ d'action du capital", FM/Petite Collection Maspéro, 1969, page 118.

"l'historicité" de la relation du militarisme au capital. La référence à Luxembourg n'est pas fortuite. La pertinence de ses analyses de l'impérialisme et du rôle qu'y joue la force armée demeure très forte. Après avoir défini "*La phase impérialiste de l'accumulation [comme] phase de la concurrence mondiale du capital*" elle écrit que cette phase "*a le monde entier pour théâtre. Ici les méthodes employées sont la politique coloniale, le système des emprunts internationaux, la politique de la sphère d'intérêts, la guerre. La violence, l'escroquerie, le pillage se déploient ouvertement, sans masque*". Elle conclut : "*La théorie libérale bourgeoise n'envisage que l'aspect unique de la 'concurrence pacifique', des merveilles de la technique et de l'échange pur de marchandises ; elle sépare le domaine économique du capital de l'autre aspect, celui des coups de force considérés comme des incidents plus ou moins fortuits de la politique extérieure . En réalité, la violence politique est , elle aussi, l'instrument et le véhicule du processus économique ; la **dualité des aspects de l'accumulation recouvre un même phénomène organique, issu des conditions de la reproduction capitaliste** "* (souligné par moi) (tome 2, page 117) .

Cette analyse demeure indispensable si on veut comprendre les processus de militarisation contemporains qui sont à l'œuvre principalement aux Etats-Unis. La "lutte contre ce que R. Luxembourg appelle l'"économie naturelle" (chapitre 27) n'est pas terminée, elle atteint son apothéose avec l'appropriation des processus du vivant par le capital et la mise en danger des conditions de la reproduction physiques des classes et peuples exploités¹¹ . "L'emprunt international" (chapitre 30) , constitue , depuis deux décennies sous la forme du paiement d'une dette perpétuelle un des facteurs majeurs de l'effondrement économique et de la tragédie sociale des pays dépendants, y compris ceux qu'on qualifie d'émergents.

LES GUERRES DE LA MONDIALISATION DU CAPITAL

Il faut utiliser les analyses de R. Luxembourg pour comprendre comment cette "dualité des aspects de l'accumulation" (violence politique et processus économiques) se retrouve dans la trajectoire du capitalisme contemporain. La domination qu'exercent les institutions du capital financier depuis vingt ans a permis au capital de concentrer sa puissance face au travail, et offert à la bourgeoisie et aux classes rentières un enrichissement considérable. Toutefois, ni l'élévation considérable du taux d'exploitation de la main-d'œuvre consécutive à l'offensive du capital contre le travail organisée par les politiques néolibérales, ni l'ouverture de nouveaux marchés en URSS et dans les pays de l'est, n'ont redonné une nouvelle jeunesse au capitalisme. A l'échelle de la planète, l'extension du capital et des rapports de propriété sur lesquels il est fondé – soit au sens strict, l'extension de l'espace de la reproduction des rapports sociaux – n'a pas produit depuis deux décennies une augmentation durable et significative de l'accumulation du capital (reproduction élargie de la valeur créée) . Tout au contraire, la domination du capital financier exprime avec force les traits prédateurs du capitalisme.

Dans un contexte où la mondialisation du capital a produit la misère, les guerres hors des métropoles impérialistes qui conduisent à l'extermination de masse se sont multipliées. Ces guerres sont à la fois produites par la mondialisation du capital, mais elles en sont également devenues une composante. Le génocide au Rwanda n'a pas arrêté l'exploitation des champs pétroliers par les groupes multinationaux, qui ont participé au financement des armées en guerre¹². Les ressources naturelles pillées par les bandes armées sont "recyclées" sur les

¹¹ Voir François Chesnais et Claude Serfati, « Ecologie » et conditions physiques de la reproduction sociale" , *Actuel Marx* (à paraître)

¹² Voir mon chapitre "les nouvelles guerres à l'ère de la mondialisation" , dans *La mondialisation armée : le déséquilibre de la terreur* , op. cité.

marchés internationaux qui fournissent ainsi un financement pour la poursuite de ces prédatons.

LES ETATS-UNIS EN GUERRE DANS LES ANNEES QUATRE-VINGT-DIX

Avant de revenir à la situation actuelle, il faut rappeler que la décennie quatre-vingt-dix a été celle d'opérations militaires massives et de guerre de la part des armées américaines. La guerre contre l'Irak de 1991, les interventions des forces armées américaines dans le monde (qui furent plus nombreuses dans la décennie quatre vingt dix dominées par l'Administration Clinton qu'au cours de la période 1945-90) , la guerre contre la Serbie témoignent que la guerre est devenue un élément du mode de fonctionnement du capitalisme américain des années quatre-vingt-dix. Elles prennent place dans un contexte où éclate l'incapacité évidente du capitalisme à retrouver le chemin d'une croissance susceptible et comme dans les années d'après-guerre d'obtenir une sorte de "compromis social" .

La guerre contre la Serbie menée en 1999 a marqué un nouveau tournant dont la relation aux conditions générales de la reproduction du capital été sous-estimée. A cette date, les effets de la crise de 1997 (crise asiatique) se faisaient partout sentir, la possibilité d'une récession aux Etats-Unis étaient sérieusement évoquée par la minorité de commentateurs qui n'étaient ni aveuglés par la "nouvelle économie" ni complaisants avec elle. La guerre contre la Serbie, ainsi que les perspectives de nouveaux marchés à l'est et d'avancées significatives sur la "route du Caucase" et ses réserves pétrolières ont eu un effet dopant sur le "moral" de Wall Street et du NASDAQ. Compte tenu des dévastations produites par la mondialisation du capital, la "communauté financière" a compris, en 1999, que la décision annoncée par le Président Clinton d'augmenter le budget militaire de façon significative (+110 milliards de dollars sur la période 1999-2003) ouvrait un cycle de hausse durable des dépenses militaires. Ceci a fait des grands groupes de l'armement des valeurs boursières attractives. En retour, ces groupes ont consolidé leur pouvoir d'influence dans la société et la politique des Etats-Unis.

Mais les groupes de l'armement ne furent pas les seuls bénéficiaires. L'euphorie de Wall Street trouva un nouveau ressort avec cette avancée en Europe de l'est. Les cours boursiers montèrent au plus haut, alors que les "fondamentaux" , à commencer par le taux de rentabilité du capital investi dans la production avait de façon continue dès 1997. Le taux de rentabilité se situait en 2001 au même niveau qu'en 1984, lorsque l'économie américaine sortait à peine d'une très forte récession. L'exubérance de Wall Street n'était pourtant pas irrationnelle : les versements de dividendes aux actionnaires sont passés de 4,5% du chiffre d'affaires en 1995 à 5,7% en 2001, année où les dividendes distribués ont même été supérieurs aux profits après impôts! Le résultat fut qu'en 1999, la grande majorité des analyses convergeaient pour souligner que l'économie américaine était tellement puissante qu'elle était "hors la crise" .

Il est désormais évident que les Etats-Unis sont directement touchés par la crise économique qui depuis 1997 a touché toutes les régions de la planète. L'effondrement boursier n'est plus maîtrisé, et la mise à jour des méthodes de gestion, de comptabilité, d'audit, et d'analyse financière qui ont permis à la "communauté financière" d'imposer son pouvoir grâce à la déréglementation révèlent le caractère largement factice que possédait la "nouvelle économie". Autrement dit, les contradictions dont le capital est porteur ne sont pas supprimées, mais amplifiées par la mondialisation du capital et elles finissent par s'exprimer également aux Etats-Unis, bien que ce pays en a tiré, du fait de sa position d'impérialisme dominant, plus d'avantages que ses alliés militaires/concurrents économiques. Autrement dit, il n'existe pas plus de "capitalisme sans crise dans un seul pays" qu'il n'a existé de "socialisme dans un seul pays" .

De très nombreuses analyses économiques estimaient et espéraient au Printemps 2002, que la récession de l'économie américaine était en voie de résorption. Tout indique que ces espoirs

doivent être ajournés. Il semble au contraire que des mécanismes cumulatifs soient à l'œuvre qui pourraient pour accélérer la venue d'une crise majeure. Leur puissance vient sans doute du fait que la crise des marchés financiers et l'enlisement des facteurs fondamentaux de la production et de la consommation se renforcent mutuellement. Si ce pronostic se confirme, les conditions mûrissent pour un affrontement de grande ampleur entre le capital et le travail sont proches. Chacun sait que si la crise devait durer, le taux de chômage monterait considérablement¹³. L'arsenal des mesures utilisées en octobre 2002 par G.W. Bush pour faire céder les dockers de la Côte ouest (menaces contre la sécurité nationale), ainsi que l'utilisation de technologies de contrôle - assorties de menaces de prison - pour vérifier qu'ils ne ralentiront pas leur rythme de travail après l'injonction des tribunaux, indiquent dans quelle disposition d'esprit l'Administration se prépare à de grands conflits sociaux. A cela il faut ajouter les conséquences sociales pour les retraites actuelles et futures des salariés des pertes massives encourues par les fonds de pension. L'ultime réconfort vient du fait que la hausse du prix de l'immobilier a en partie compensé les pertes subies en bourse¹⁴. La question que tout le monde pose est : à quand le krach l'immobilier ?

L'ESSOR DE L'"ECONOMIE DE GUERRE"

Le moment choisi pour la publication du document présentant "*La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique*" n'est donc pas fortuit. Les Etats-Unis sont menacés d'être l'épicentre de la crise mondiale. C'est dans ce contexte que les Etats-Unis préparent la guerre contre Saddam Hussein, qui est en fait une guerre pour l'appropriation des ressources pétrolières. Cet objectif n'est même plus caché par le vice-Président Cheney, lui-même figure dominante des réseaux politico-pétroliers américains. La préparation de cette guerre constitue une expérimentation majeure de la doctrine de sécurité nationale où militaire et économie sont fortement imbriqués.

La préparation de la guerre contre l'Irak, décidée avec un mandat du Congrès réunissant Républicains et Démocrates, fait franchir un pas de plus à l'"économie de guerre" qui a commencé à se mettre en place par étapes au cours des années quatre-vingt-dix. Elle s'appuie sur les budgets militaires en forte hausse, mais également, dans le cadre de la "sécurité intérieure" (Homeland Security) sur les dépenses que les Etats, les collectivités locales, les entreprises vont consacrer à la "sécurité" et dont les montants dépassent le budget d'équipement militaire (qui alimente les activités des groupes de l'armement). Les objectifs assignés à la "sécurité intérieure" sont indissociables des mesures prises pour "criminaliser" les résistances des exploités et des opprimés. La revue *The Economist* a publié un article intitulé "*Pour qui sonne la cloche de la liberté*"¹⁵. L'article note en introduction que "*presque partout les gouvernements [et le journal inclut en premier lieu ceux des "démocraties occidentales"] ont saisi le 11 septembre 2001 comme une opportunité pour restreindre la liberté de leurs citoyens*". Il conclut que si les restrictions n'étaient pas levées à brève échéance "*les mots intelligents de Mr Bush en septembre dernier n'auront servi qu'à élargir pour toujours les fissures de la cloche de la liberté*".

¹³ Les estimations de certains économistes tablent sur une remontée du taux de chômage entre 7% et 9% si la consommation des ménages, principale variable de la croissance, tombait à des niveaux "normaux" (c'est-à-dire si le recours à l'endettement par les ménages diminue et si ils épargnent davantage afin de compenser les pertes de revenus sur les actifs détenus par les fonds de pension à la suite de l'effondrement de la bourse).

¹⁴ Depuis le début de 2002, les pertes des ménages sur leurs actifs boursiers s'élèveraient à 165 milliards de dollars et leur gains sur leur patrimoine immobilier de 80 milliards de dollars.

¹⁵ *The Economist*, 31 août 2002. La "cloche de la liberté" retentit à Philadelphie en 1776 pour annoncer la déclaration d'indépendance des Etats-Unis.

Du point de vue macroéconomique, les budgets militaires représentent d'immenses prélèvements sur les richesses créées par le travail. Moins que jamais, ils ne sont susceptibles d'enclencher des mécanismes d'expansion économique durables, contrairement aux analyses du rôle des dépenses militaires faites par les Keynésiens et certains marxistes¹⁶ dans les décennies d'après guerre. Les commandes publiques (ainsi que les dépenses des firmes) consacrées à la défense et à la sécurité vont bien sûr faire prospérer les groupes de l'armement au prix d'une aggravation considérable de la dette publique américaine. Elles pourraient également créer sur les marchés financiers des Etats-Unis un "foyer d'attraction" autour de ces groupes et industries attenantes et redonner provisoirement le "moral" aux institutions détentrices d'actifs financiers.

De plus, compte tenu du rôle crucial joué par les Technologies de l'Information et de la communication (TIC) dans la suprématie militaire et le contrôle sécuritaire, les groupes de l'armement américains sont en train de conquérir une position centrale dans le développement des TIC qui avait été dominé par les firmes civiles dans les années quatre-vingt-dix. L'effondrement boursier de la "nouvelle économie", suivi de la disparition de nombreuses firmes de l'information et de la communication clôt le cycle des années 1990. Aujourd'hui, l'influence majeure que les groupes de la défense ont acquise au sein des institutions fédérales et étatiques depuis la seconde guerre mondiale, l'extension de l'"agenda de sécurité nationale" qui va bien au delà des menaces militaires mais concerne de plus en plus d'aspects de la vie sociale et privée vont faciliter la création du "système militaro-sécuritaire" et pourraient lui donner dans les prochaines années un poids bien plus important que celui que le "complexe militaro-industriel" eut pendant les décennies de "guerre froide".

Mais il est totalement illusoire de penser que la guerre contre l'Irak ouvrira une ère de stabilité, qu'elle permettra de dégager un horizon actuellement bouché par l'"incertitude" qui toucheraient les directions des groupes et leur rendre ainsi la "confiance" favorable aux investissements. C'est le chemin inverse qu'il faut considérer. La crise économique actuelle ne vient pas d'un manque de "confiance" ou de l'"incertitude". Ce sont des éléments qui peuvent éventuellement jouer, mais qui ne peuvent rien contre les "fondamentaux" des rapports sociaux et de la reproduction du capital. L'histoire ne se répète pas deux fois de la même façon. Une nouvelle guerre contre l'Irak ne recréera pas les conditions économiques, sociales et politiques qui existaient après la guerre de 1991 et ont permis aux Etats-Unis de connaître neuf années de croissance. Au cours de la décennie quatre-vingt-dix toutes les régions de la planète, ont été ensemble ou successivement, frappées par la crise. Le tour des Etats-Unis d'être atteint par la crise est venu au début de cette décennie. Après les annonces qui étaient faites il y a quelques années que la nouvelle économie mettrait fin aux récessions, les analyses insistent désormais sur le fait que l'économie mondiale est entrée depuis quelques années, y compris aux Etats-Unis, dans une ère d'instabilité économique permanente, avec de fortes rechutes qui suivent les phases de brève croissance, que certains préfèrent même appeler des "rémissions"¹⁷.

¹⁶ Que ce soit dans les approches de Baran et Sweezy qui considèrent que les dépenses militaires "absorbent" le surplus de valeur créée, ou pour les théoriciens du Capitalisme monopoliste d'Etat pour qui elles sont une parade à la "suraccumulation du capital". J'ai analysé ces positions dans *Production d'armes, croissance et innovation*, Economica, 1995

¹⁷ Selon l'expression de P. Blanqué, *Crédit Agricole Eco*, 5 septembre 2002. Voir également le diagnostic sans fard porté par l'étude spéciale consacrée à la situation de l'économie mondiale, par *The Economist*, 28 septembre 2002.

La guerre a pour objectif l'appropriation des ressources pétrolières de l'Irak et une domination encore plus forte sur le Moyen-orient. Elle évoque directement la posture des grands pays impérialistes du début du vingtième siècle. Le comportement des Etats-Unis ajoutera un peu plus de chaos au chaos que connaît la planète¹⁸ et qui résulte de la phase contemporaine de l'ère impérialiste¹⁹. On sait à quel degré de barbarie la domination de l'impérialisme a conduit au siècle dernier.

¹⁸ Le chaos comme phénomène distinct du terrorisme est rappelé dans le document publié par l'Administration Bush : *"Aujourd'hui, les grandes puissances mondiales nous trouvent du même côté qu'elles, unies par les dangers semblables du terrorisme et du chaos"* (préambule).

¹⁹ Sur la période actuelle en tant que phase de l'ère de l'impérialisme, voir F. Chesnais, *Etats rentiers dominants et contraction tendancielle. Formes contemporaines de l'impérialisme et de la crise* dans Dumenil G., Lévy D. (éditeurs), *Le triangle infernal, Crises, Mondialisation, Financiarisation*, PUF, Actuel Marx Confrontations, 1999